



## L'ENERGIE : UN SERVICE PUBLIC QUI NOUS CONCERNE TOUS !

Le projet de loi sur l'Energie, adopté par l'Assemblée Nationale et actuellement en débat au Sénat, comporte deux volets principaux :

- La possibilité de privatiser GDF, et donc de permettre sa fusion avec Suez
- Et l'ouverture totale des marchés de l'Energie (Gaz et Elec) aux particuliers

Les conséquences de cette loi pour les usagers seront très importantes.

### UNE BAISSSE DES PRIX, ASSURAIENT-ILS !

Pour les entreprises soumises au prix de marché, la libéralisation du secteur de l'Energie a entraîné :

- **un doublement de leur facture électrique,**
- **et une augmentation de 66% de leur facture de Gaz**

Il en sera de même demain pour les usagers particuliers, lorsque les marchés seront ouverts et que les tarifs réglementés par l'Etat auront disparu (la loi ne prévoit leur maintien que pendant une période transitoire, et la Commission Européenne ne cesse de réclamer leur disparition).

**C'est le pouvoir d'achat des salariés qui sera ponctionné une fois de plus.**

### UN CHAMPION NATIONAL, DISAIENT -ILS !

La fusion GDF-Suez devait permettre la construction d'un grand champion national de l'énergie, garantissant la stabilité des prix et la sécurité d'approvisionnement. Or tout montre qu'aucun de ces objectifs ne sera atteint.

Pour faciliter la venue d'un nouvel opérateur, la nouvelle entreprise devra céder une part de ses actifs tant en France qu'en Belgique, filialiser ses terminaux méthaniers (ports de réceptions de tankers gaziers) qui sont un des gages de la sécurité d'approvisionnement, et renoncer peut-être à ses contrats d'approvisionnement à long terme, gages de stabilité des prix.

Que va t-il rester de la grande entreprise nationale ? Une entreprise privée, non contrôlable par l'Etat, et à la merci d'une nouvelle OPA (de GAZPROM par exemple).

**C'est la sécurité de l'approvisionnement qui en prend un coup, c'est la maîtrise publique de la politique énergétique qui s'éloigne.**

### AGIR TOUS ENSEMBLE !

En privatisant EDF et GDF et en refusant leur rapprochement et la constitution d'un grand monopole public de l'énergie, le gouvernement a joué aux apprentis sorciers.

Aujourd'hui, il s'abrite derrière des directives européennes néfastes et refuse de tirer le bilan de cet échec : la concurrence n'a pas amené les baisses de prix annoncées. Elle a dégradé les services rendus, fragilisé la sécurité énergétique de la France, détruit les solidarités élémentaires liées au service public.

**La question de l'énergie et la question des services publics sont l'affaire de tous**

**Exigeons le retrait du projet de loi sur l'Energie en débat au SENAT**

**Refusons l'application des directives européennes qui livrent les services publics au marché : directive sur l'Energie, mais également sur la Poste, les transports ...**

**TOUS AUX MANIFESTATIONS ET RASSEMBLEMENT SAMEDI 14 OCTOBRE**